



## CHAPITRE 52

Loi modifiant la Loi du Barreau

[Sanctionnée le 21 mars 1962]

**SA MAJESTÉ**, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1953-54,  
c. 59, a.  
21, mod.

**1.** L'article 21 de la Loi du Barreau (2-3 Elizabeth II, chapitre 59), remplacé par l'article 6 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié en ajoutant, après le mot "prépondérant" dans la dernière ligne les mots " , sauf en matière disciplinaire, auquel cas l'appel est rejeté".

Id., a. 22,  
mod.

**2.** L'article 22 de la dite loi, modifié par les articles 7 et 34 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du paragraphe 2, les mots "et sur" par les mots " , leur retraite avec pension ou l'institution, en leur faveur, d'un fonds de pension et".

Id., a. 35,  
mod.

**3.** L'article 35 de la dite loi, modifié par l'article 10 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est de nouveau modifié

*a*) en ajoutant après le mot "prépondérant", dans la dernière ligne du premier alinéa, les mots "sauf dans le cas prévu au paragraphe 2 de l'article 43";

*b*) en ajoutant après le deuxième alinéa, le suivant :

Bâtonniers con-  
servent  
titre.

"Les avocats en exercice qui ont occupé la fonction de bâtonnier de la section de Montréal ou de la section de Québec

## CHAPTER 52

An Act to amend the Bar Act

[Assented to 21st March 1962]

**HER MAJESTY**, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

**1.** Section 21 of the Bar Act (2-3 Elizabeth II, chapter 59), replaced by section 6 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is amended by adding after the word "casting-vote" in the last line the words " , except in disciplinary matters, in which case the appeal shall be dismissed".

1953-54,  
c. 59, s. 21,  
am.

**2.** Section 22 of the said act, amended by sections 7 and 34 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is again amended by adding after the word "employees" in the fifth line of subsection 2, the words " , their retirement on pension or the establishment of a pension fund for their benefit,".

Id., s. 22,  
am.

**3.** Section 35 of the said act, amended by section 10 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is again amended

Id., s. 35,  
am.

*a*. by adding, after the word "casting-vote" at the end of the first paragraph, the words "except in the case provided for in subsection 2 of section 43";

*b*. by adding after the second paragraph, the following :

"Practising advocates who have held the office of Bâtonnier of the section of Montreal or of the section of Quebec shall

Certain  
bâtonniers  
retain  
title.

conservent leur titre de bâtonnier et prennent préséance selon leur ancienneté.”

retain their title of Râtonnier and take precedence according to their seniority.”

1953-54,  
c. 59, a.  
43, remp.

4. L'article 43 de la dite loi, modifié par l'article 14 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est remplacé par le suivant:

4. Section 43 of the said act, amended by section 14 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is replaced by the following:

1953-54,  
c. 59, s.  
43, re-  
placed.

Pouvoirs.

“43. 1. Dans l'exercice de sa juridiction disciplinaire, le conseil

“43. 1. In the exercise of its disciplinary jurisdiction the council Powers.

a) peut, par l'entremise du syndic ou d'un autre officier qu'il désigne, porter ou recevoir directement toute plainte ou accusation relative à une infraction à la loi ou aux règlements du Barreau, ou à tout acte concernant l'exercice illégal de la profession d'avocat, ou à la conduite d'un membre du Barreau dérogatoire à l'honneur ou à la dignité de la profession;

a. may, through the agency of the syndic or of another officer designated by it, lodge or receive directly any complaint or accusation relating to an infringement of the law or the by-laws of the Bar, or to any act respecting the unlawful practising of the profession of advocate, or to the conduct of a member of the Bar derogatory to the honour or dignity of the profession;

b) prévient, concilie et pacifie les différends qui peuvent surgir entre les membres de la section ou entre avocat et client concernant les affaires professionnelles;

b. shall prevent, reconcile and settle all differences between members of the section or between advocate and client concerning professional matters;

c) fait les enquêtes qu'il juge nécessaires sur toute question relative à la conduite professionnelle des membres du Barreau et à l'exercice illégal de la profession d'avocat;

c. shall hold such inquiries as it may deem necessary on any matter relating to the professional conduct of members of the Bar and the unlawful practising of the profession of advocate;

d) peut déléguer à des comités spécialement nommés à cette fin le pouvoir de faire de telles enquêtes.

d. may delegate to committees specially appointed for the purpose the power to hold such inquiries.

Instruc-  
tion de  
plainte.

2. Le conseil, après comparution ou défaut de comparaître de l'intimé, peut procéder lui-même à l'instruction d'une plainte ou la déferer à un comité de discipline composé d'au moins cinq membres du conseil, avec quorum de trois. Le syndic ne peut faire partie d'un tel comité dont les membres se choisissent un président.

2. The council, after the accused has appeared or failed to appear, may itself try a complaint or refer it to a committee on discipline composed of at least five members of the council, with a quorum of three. The syndic shall not be included in such committee, the members of which shall appoint a chairman from among their members. Trial of complaint.

Égalité de  
voix.

Au cas d'égalité des voix des membres du conseil ou du comité, la plainte est rejetée.

In the case of an equality of votes of the members of the council or of the committee, the complaint shall be dismissed. Tie vote.

Procé-  
dure.

3. Le conseil, le comité de discipline ou le comité spécial

3. The council, committee on discipline or special committee Procedure.

a) procède par voie délibérative et peut, sans restriction, recourir à tous les moyens qu'il juge convenables pour s'instruire des faits à vérifier et permettre à l'intimé de se défendre;

a. shall proceed deliberatively and may without restriction have recourse to all means it deems expedient to ascertain the facts to be verified and to enable the accused to defend himself;

b) assigne les témoins qu'il juge utile d'entendre et exige la production de tout document par voie d'assignation ordinaire sous la signature d'un officier du conseil ou du secrétaire adjoint;

b. shall summon such witnesses as it may deem useful to hear and require the production of any document, by ordinary summons under the signature of an officer of the council or of the assistant secretary;

c) possède, pour contraindre les témoins à comparaître et à répondre, et pour les punir en cas de refus, tous les pouvoirs de la Cour supérieure; à cette fin l'avocat intimé est considéré comme un témoin;

d) a le droit de recevoir par l'entremise d'un de ses membres le serment des parties et des témoins;

e) possède le pouvoir de condamner à sa discrétion le plaignant ou l'intimé aux déboursés ou de les répartir entre eux.

c. shall have all the powers of the Superior Court to compel witnesses to appear and answer and to punish them in case of refusal; for such purpose the respondent advocate shall be considered as a witness;

d. shall have the right to administer the oath to the parties and witnesses through the agency of one of its members;

e. shall have the power to condemn in its discretion the complainant or the respondent to pay the expenses, or to apportion the same between them.

Preuve.

4. Le témoin ou l'avocat qui témoigne devant le conseil, un comité de discipline ou un comité spécial, est tenu de répondre à toutes questions nonobstant les articles 331 et 332 du Code de procédure civile. Son témoignage est privilégié et ne peut être retenu contre lui devant aucune cour de justice. Toute personne au courant de ce témoignage est elle-même tenue au secret sauf le droit des officiers et des membres du conseil de la section, du conseil provincial de discipline ou du conseil général d'en être informés dans l'exécution de leurs fonctions.

Procès-verbal.

5. Le procès-verbal de l'instruction et des délibérations du conseil ou d'un comité de discipline doit être consigné au registre des procès-verbaux des assemblées du conseil."

1953-54,  
c. 59, s.  
44, mod.

5. L'article 44 de la dite loi est modifié en insérant, dans la quatrième ligne, après le mot "section" les mots "ou son comité de discipline".

Id., s. 45,  
mod.

6. L'article 45 de la dite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Syndic.

"Lors de l'instruction d'une plainte devant le conseil ou un comité de discipline le syndic agit comme avocat de la poursuite et ne peut participer ni assister aux délibérations du conseil ou du comité."

1953-54,  
c. 59, s.  
46, mod.

7. L'article 46 de la dite loi, remplacé par l'article 15 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Avis de la  
décision.

"La décision sur une plainte doit être communiquée aux parties si elles sont

4. The witness or advocate testifying before the council, a committee on discipline or a special committee, shall be bound to answer all questions, notwithstanding articles 331 and 332 of the Code of Civil Procedure. His evidence is privileged and cannot be used against him before any court of justice. Every person conversant with such evidence is personally bound to secrecy save the right of the officers and members of the council of a section, of the provincial committee on discipline or of the general council to be informed thereof in the performance of their duties.

5. The minutes of the trial and of the deliberations of the council or of a committee on discipline shall be entered in the minute book of the meetings of the council."

5. Section 44 of the said act is amended by inserting after the word "section" in the fourth line, the words "or its committee on discipline".

6. Section 45 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

"When a complaint is tried before the council or a committee on discipline the syndic shall act as advocate for the prosecution and cannot attend or take part in the deliberations of the council or committee."

7. Section 46 of the said act, replaced by section 15 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is amended by replacing the second and third paragraphs by the following:

"The decision on a complaint must be communicated to the parties if they are

Evidence.

Minutes.

1953-54,  
c. 59, s.  
44, am.Id., s. 45,  
am.

Syndic.

1953-54,  
c. 59, s.  
46, am.Notice of  
decision.

présentes quand elle est rendue, sinon la communication doit se faire par lettre recommandée dans les sept jours. Le secrétaire-trésorier du conseil général doit en être pareillement informé dans le même délai.

Compé-  
tence.

Les membres du conseil ou d'un comité de discipline présents durant toute l'instruction d'une plainte sont seuls compétents à la juger."

1953-54,  
c. 59, a.  
48, mod.

**8.** L'article 48 de la dite loi, modifié par l'article 16 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est de nouveau modifié

*a)* en insérant, dans la cinquième ligne du premier alinéa après le mot "section", les mots "ou le comité de discipline";

*b)* en insérant, après le mot "section", dans la troisième ligne du dernier alinéa, les mots "ou du comité de discipline".

Id., sec.  
VI, para.  
3, titre  
remp.

**9.** Le titre du paragraphe 3 de la section VI de ladite loi est remplacé par le suivant:

"§ 3. — *Conseil provincial de discipline et droit d'appel*".

Id., a. 49,  
mod.

**10.** L'article 49 de la dite loi, remplacé par l'article 17 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, et modifié par l'article 1 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 81, est de nouveau modifié

*a)* en remplaçant, dans la première ligne des paragraphes 1 et 2, le mot "comité" par le mot "conseil";

*b)* en remplaçant, dans la dernière ligne des paragraphes 2 et 3, le mot "comité" par le mot "conseil".

Id., a. 50,  
mod.

**11.** L'article 50 de la dite loi, remplacé par l'article 17 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié

*a)* en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa et dans la dernière ligne du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1<sup>o</sup>, le mot "comité" par le mot "conseil";

*b)* en remplaçant les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2<sup>o</sup> par les suivants: "*a*) à la diligence du plaignant, lorsqu'une plainte a été rejetée par un conseil de section ou un comité de discipline;

present when it is rendered, otherwise it must be communicated by registered mail within seven days. The secretary-treasurer of the general council must be informed thereof in like manner within the same delay.

The members of the council or of a committee on discipline who are present throughout the whole trial of a complaint shall alone be competent to adjudicate thereon."

Compe-  
tency.

**8.** Section 48 of the said act, amended by section 16 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is again amended

*a.* by inserting after the word "section" in the fourth line of the first paragraph, the words "or the committee on discipline";

*b.* by inserting after the word "section" in the fourth line of the last paragraph, the words "or of the committee on discipline".

1953-54,  
c. 59, s.  
48, am.

**9.** The title of subdivision 3 of division VI of the said act is replaced by the following:

"§ 3. — *Provincial council on discipline and right of appeal*".

Id., div.  
VI, subd.  
3, title  
replaced.

**10.** Section 49 of the said act, replaced by section 17 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, and amended by section 1 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 81, is again amended

*a.* by replacing the word "committee" in the first line of subsection 1 and of subsection 2, by the word "council";

*b.* by replacing the word "committee" in the last line of subsection 2 and of subsection 3, by the word "council".

Id., s. 49,  
am.

**11.** Section 50 of the said act, replaced by section 17 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is amended

*a.* by replacing the word "committee" in the second line of the first paragraph and in the third line of sub-paragraph *b* of paragraph 1, by the word "council";

*b.* by replacing sub-paragraphs *a* and *b* of paragraph 2 by the following:

"*a.* at the instance of the complainant, when a complaint has been dismissed by the council of a section or a committee on discipline;

Id., s. 50,  
am.

“b) à la diligence de l’avocat, lorsque celui-ci a été condamné à une peine disciplinaire par un conseil de section ou un comité de discipline.”

1953-54,  
c. 59, a.  
51, mod.

**12.** L'article 51 de la dite loi, remplacé par l'article 17 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Procé-  
dure.

“L'appel est logé par voie de requête attestée sous serment et déposée au secrétariat du conseil général dans les quinze jours de la décision du conseil ou du comité de discipline sur le rejet d'une plainte ou sur la sentence. La requête doit indiquer sommairement les motifs d'appel et être accompagnée d'un dépôt de cent cinquante dollars pour garantir les frais.”

1953-54,  
c. 59, a.  
52, mod.

**13.** L'article 52 de la dite loi, remplacé par l'article 17 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié en remplaçant, dans la première ligne du quatrième alinéa le mot “comité” par le mot “conseil”.

Id., a. 53,  
mod.

**14.** L'article 53 de la dite loi, remplacé par l'article 17 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié en remplaçant, dans les deuxième et quatrième lignes, le mot “comité” par le mot “conseil”.

Id., a. 54,  
mod.

**15.** L'article 54 de la dite loi, remplacé par l'article 17 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Compé-  
tence.

“**54.** Le syndic de la section d'où provient la plainte ne peut participer ni assister aux délibérations du conseil général quand celui-ci prononce sur le mérite de l'appel. Les autres membres d'un conseil de section, d'un comité de discipline ou du conseil provincial de discipline qui ont entendu la plainte sont compétents à siéger au conseil général s'ils sont membres, mais ils ne peuvent participer à la décision sur l'appel.”

1953-54,  
c. 59, a.  
55, mod.

**16.** L'article 55 de la dite loi, remplacé par l'article 17 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, le mot “comité” par le mot “conseil”.

“b. at the instance of the advocate, when he has been condemned to a disciplinary punishment by the council of a section or a committee on discipline.”

**12.** Section 51 of the said act, replaced by section 17 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is amended by replacing the second paragraph by the following:

1953-54,  
c. 59, s.  
51, am.

“The appeal shall be lodged by a petition certified under oath and deposited at the office of the secretary of the general council within fifteen days of the decision of the council or committee on discipline on the dismissal of a complaint or on the sentence. The petition must state briefly the grounds for the appeal and be accompanied by a deposit of one hundred and fifty dollars to guarantee the costs.”

Proce-  
dure.

**13.** Section 52 of the said act, replaced by section 17 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is amended by replacing the word “committee” in the first line of the fourth paragraph by the word “council”.

1953-54,  
c. 59, s.  
52, am.

**14.** Section 53 of the said act, replaced by section 17 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is amended by replacing the word “committee” in the first and fifth lines, by the word “council”.

Id., s. 53,  
am.

**15.** Section 54 of the said act, replaced by section 17 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is amended by replacing the first paragraph by the following:

Id., s. 54,  
am.

“**54.** The syndic of the section where the complaint originated cannot attend or take part in the deliberations of the general council when it adjudicates on the merits of the appeal. The other members of the council of a section, committee on discipline or provincial council on discipline who heard the complaint shall be competent to sit on the general council if they are members thereof, but they cannot take part in the decision on the appeal.”

Compe-  
tency.

**16.** Section 55 of the said act, replaced by section 17 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is amended by replacing the word “committee” in the third line of the first paragraph by the word “council”.

1953-54,  
c. 59, s.  
55, am.

1953-54,  
c. 59, a.  
56, mod.

**17.** L'article 56 de la dite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "le comité provincial" par les mots "les comités de discipline, le conseil provincial".

**17.** Section 56 of the said act is amended by replacing the words "the provincial committee" in the second line, by the words "the committees on discipline, the provincial council".

1953-54,  
c. 59, s.  
56, am.Id., a. 85,  
mod.

**18.** L'article 85 de la dite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

**18.** Section 85 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

Nom  
rayé.

"Le secrétaire-trésorier du conseil général doit alors rayer le nom de cet avocat du tableau à compter du jour indiqué dans l'avis."

"The secretary-treasurer of the general council shall then strike the name of such advocate from the roll as of the date fixed in the notice."

Id., s. 85,  
am.  
Name  
struck  
from roll.1953-54,  
c. 59, a.  
86, mod.

**19.** L'article 86 de la dite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot "Cet" par le mot "Un".

**19.** Section 86 of the said act is amended by replacing the word "Such" in the first line of the first paragraph by the word "An".

1953-54,  
c. 59, s.  
86, am.Id., a. 87,  
mod.

**20.** L'article 87 de la dite loi, modifié par l'article 26 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 41, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du quatrième alinéa, les mots "qui l'a condamné" par les mots "où la peine a été prononcée".

**20.** Section 87 of the said act, amended by section 26 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 41, is again amended by replacing the words "which convicted him" in the fifth and sixth lines of the fourth paragraph, by the words "where the penalty was imposed".

Id., s. 87,  
am.Entrée en  
vigueur.

**21.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**21.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.